

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18824 - 73ÈME ANNÉE

Manifestation contre la politique de casse sociale

Mobilisation unitaire des syndicats de la fonction publique



Arrivée de la manifestation du 10 octobre devant la préfecture de La Réunion.

Hier à l'appel des syndicats, c'était la grève dans la fonction publique à La Réunion et en France. À Saint-Denis, les organisations étaient unies pour défiler contre les mesures prévues par le gouvernement. Ce large rassemblement autour d'une plate-forme pour la préservation du service public est un encouragement pour les luttes à venir.

CFDT, CGTR, FO, FSU, UNSA, Solidaires, SAFPTR, CFTC, CGC, SNALC, SAIPER : tous ces syndicats de la fonction publique ont appelé à manifester dans l'unité d'action et de lieu hier contre la politique du gouvernement, et pour des créations de postes. Cette large intersyndicale a montré la détermination des travailleurs du service public à défendre leur outil de travail qui est très important pour la population, notamment pour les plus démunis. Les syndicats protestent contre la suppression de 120.000 postes dans la fonction publique inscrite dans le programme du président de la République. Ils dénoncent également le gel du point d'indice ainsi que la hausse non compensée de la CSG. Ces deux mesures vont causer une perte de pouvoir d'achat. Ils sont mobilisés pour le maintien du statut du fonctionnaire.

L'Intersyndicale lutte pour une autre politique, qui vise au contraire à renforcer le service public. Cela passe par de nouvelles créations de poste afin qu'à La Réunion, les effectifs soient équivalents à la France. Les syndicats revendiquent également un plan de titularisation pour mettre fin à l'emploi précaire dans la fonction publique.

Cette mobilisation était soutenue par le Parti communiste réunionnais. Outre la délégation de la direction composée d'Ary Yée Chong Tchi Kan, Gilles Leperlier et Julie Pontalba, de nombreux militants communistes étaient présents dans le cortège avec les syndicalistes.

Rendez-vous était donné à 9 heures au Petit-Marché à Saint-Denis. Le défilé a ensuite remonté la rue du Maréchal Leclerc, puis il a descendu la rue de Paris. Un arrêt devant l'hôtel de ville de Saint-Denis a permis à la CGTR d'appeler à la mobilisation contre des mesures d'un gouvernement qui compte des alliés à La Réunion. Le défilé a poursuivi par l'avenue de la Victoire avant un rassemblement devant la Préfecture. Les représentants des membres de l'Intersyndicale ont alors pris la parole.

La mobilisation était forte. Elle ne fait que commencer. Après le succès du défilé contre les ordonnances changeant le Code du Travail le 12 septembre dernier, la marche unitaire des syndicats de fonctionnaires souligne la détermination des travailleurs à refuser la politique de casse sociale.

M.M.



Edito

Jusqu'à quel point l'inhumanité des gouvernements sera-t-elle supportée ?

Lorsque les patient.e.s placé.e.s sous Lévothyrox (nouvelle formule) se plaignent de troubles inconnus jusqu'alors, la réponse des « autorités de santé » est d'une rare violence : « c'est dans votre tête ! ».

Quand des mamans se plaignaient des conséquences du bisphénol A, La ministre de la Santé de l'époque, pharmacienne de profession, n'a pas fait preuve de zèle pour mettre un terme à la diffusion des biberons au bisphénol A.

Vous observez des maux inconnus jusqu'alors, vous vous interrogez, vous échangez avec le monde, vous ouvrez des pistes de recherche : taisez-vous, c'est dans votre tête ! Vous n'êtes pas des "spécialistes".

Mais, quelques années passent, des travaux scientifiques viennent corroborer ce que patients et parents soulignaient mais aucune excuse n'est présentée pour ces refus d'écouter les patients. Aucune leçon n'est tirée sur cette capacité des patients et parents à réfléchir et à échanger pour tenter de discerner les origines des troubles observés ou éprouvés. Les "autorités" n'ont qu'une réponse : « c'est dans votre tête », « faites preuve de patience, votre organisme s'adaptera ».

Par contre, ces mêmes "autorités" sont extrêmement attentives et réceptives aux "arguments" des industriels du médicament et de la chimie. Et lorsque la nocivité d'un produit est enfin établie

, le produit n'est interdit qu'après des mois, des années parfois, d'atermoiements. Et pendant tout ce temps, des personnes, adultes, enfants, bébés continuent d'être exposées à ces produits et médicaments toxiques.

Question : qui les « autorités médicales » protègent-elles ? Les victimes ou les "empoisonneurs" ? Et pour quelle raison sont-ce toujours aux empoisonneurs qu'il est fait crédit de dire le vrai tandis que leurs victimes n'ont droit qu'aux sempiternels : « c'est dans votre tête » ou « ne cédez pas au complotisme » ?

Le laxisme, la corruption passive ou active, de ceux ayant mission de protéger les citoyens nous conduisent tous vers un monde intolérable. Jusqu'à quel point l'inhumanité des gouvernements sera-t-elle supportée ?

Jean

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année

Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433



Ary Yée Chong Tchi Kan : «l'importance de s'unir sur un projet»

Ary Yée Chong Tchi Kan, secrétaire du PCR, faisait partie de la délégation du Parti communiste réunionnais hier à la manifestation des syndicats de la fonction publique.

«Aujourd'hui, les syndicats participent de manière unitaire, ils sont rassemblés autour d'une plate-forme. Ils dénoncent notamment la suppression de 120.000 postes, et le gel du point d'indice.

Le PCR soutient cette plate-forme, ce qui justifie sa présence.

Pour La Réunion, il serait bien d'unir tout le monde sur un projet pour apporter des solutions aux problèmes de la population. Nous avons déposé nos propositions auprès de la ministre samedi, souhaitons que d'autres organisations en fassent autant.»



Julie Pontalba : «essentiel de se mobiliser»

Julie Pontalba, membre de la délégation PCR.

« En tant que syndiquée et en tant que membre du PCR, j'apporte mon soutien à la plate-forme de revendications de l'Intersyndicale.

Le projet du gouvernement prévoit de supprimer 120.000 emplois dans la fonction publique. Ce sera catastrophique.

Sous la présidence de François Hollande, c'était la première fois que l'on voyait autant de souffrances dans les agents de la fonction publique. Avec Emmanuel Macron, force est de constater que cela continue. La situation se dégrade de plus en plus, il est essentiel de se mobiliser. »

Gilles Leperlier : «contre le démantèlement du service public»

Gilles Leperlier représentait hier le PCR.

«Il est essentiel de se battre contre le démantèlement du service public. Qui peut dire qu'il y a trop de personnel dans les hôpitaux ?

Il est important de souligner le rôle positif du service public et de tout ce qu'il apporte à la population. Personne ne croit en une société sans service public.»





Max Banon : «à nous de prendre nos responsabilités»

Secrétaire général de la CGTR-Sud, Max Banon était hier dans le défilé à Saint-Denis.

« La manifestation est organisée par une Intersyndicale très large. Nous sommes face à un président qui veut effacer un modèle social pour le remplacer par un autre modèle qui fait la part belle au libéralisme afin de remettre en cause les acquis du Front populaire en 1936, et du programme du Conseil national de la résistance en 1945.

C'est grâce à des manifestations que nous avons pu avoir les acquis dont nous bénéficions aujourd'hui. Plus que jamais le moment est à l'action.

En effet, nous avons vu une ministre annoncer la fin des contrats aidés. Si rien n'est fait, alors cela fera 25.000 travailleurs supplémentaires qui seront au chômage.

À la CGTR, nous sommes très attentifs à tout cela, et nous souhaitons que les travailleurs en contrat aidé puissent s'organiser pour résister. Il faut absolument que le combat s'amplifie.

Les Assises des Outre-mer sont lancées dans un pays en crise. À nous de prendre nos responsabilités, de définir ensemble un modèle qui puisse répondre aux attentes de la population. On appelle donc les responsables politiques à changer de logiciel, à sortir de la politique politicienne pour proposer des projets. Il faut trouver un socle commun à partir duquel nous pourrions avancer. »



Nelson Técher : «un agent en catégorie C perd 277 euros par mois»

Nelson Técher, dirigeant de FO-Santé.

« Aujourd'hui, la mobilisation aurait pu être plus forte. Mais il faut savoir que dans les hôpitaux, une bonne partie du personnel est réquisitionné, ne peut pas faire grève et donc pas manifester.

Les conditions se dégradent, et de nombreux collègues sont en arrêt de travail, parce qu'ils sont dans une situation d'épuisement physique à cause d'un effectif insuffisant. Les horaires dépassent bien souvent 35 heures par semaine.

Nous militons aussi pour une augmentation des salaires. Avec la politique actuelle, un agent de catégorie C perd 277 euros par mois. Le gouvernement est soi-disant pour le pouvoir d'achat. Nous attendons donc des mesures concrètes allant dans ce sens.

Nous revendiquons donc un plan de rattrapage pour les effectifs, ainsi que la titularisation des agents en contrat précaire. »





Pierre Thiébaud : «fonctionnaires et retraités solidaires»

« Je suis venu apporter la solidarité en tant qu'ancien fonctionnaire et retraité. Le gouvernement prend des mesures à l'encontre de ces deux catégories. C'est le gel des salaires pour les agents des services publics, c'est la hausse de la CSG pour les retraités.

J'espère que le mécontentement qui est à son comble dans la population en France et à La Réunion amènera aujourd'hui une mobilisation dans les manifestations contre la politique actuelle.

C'est une politique qui casse les droits acquis par les anciens grâce à de grandes luttes. Le changement voulu par la population voici quelques mois n'était pas celui-là.

Il faut tout faire pour que les diverses catégories se retrouvent et mènent un combat unitaire au bénéfice de la majorité de la population. »



Yvon Virapin : «nécessaire de manifester»

« Il est nécessaire de manifester son mécontentement. La mobilisation de ce jour est importante. Elle a lieu dans l'unité et elle augure la poursuite du combat contre un gouvernement qui pratique une politique de casse sociale contre les plus démunis. »



Patrice Atchicanon : «les attaques visent les plus pauvres»

Patrice Atchicanon manifestait au sein d'une délégation de la CGT-EDF.

« La mobilisation n'est pas à la hauteur. Cela peut être dû à la succession des manifestations ces dernières semaines. Les médias portent aussi une responsabilité. Le gouvernement diffuse un discours qui se veut rassurant alors qu'en réalité, ce sont les attaques contre les plus pauvres.

Faut-il un événement révélateur pour que les gens reprennent le chemin de la rue ? »





Patrick Miniopoo: «où est la démocratie ?»

Délégué syndical FO à la Mairie du Port, Patrice Miniopoo appelle à renforcer la lutte contre la politique du gouvernement.

« Aujourd'hui, c'est une très bonne mobilisation, une réussite. Il est important que les travailleurs prennent leur avenir en main.

En effet, le gouvernement marche sur nous, il veut tout remettre en cause. Certains ne viennent pas manifester en se disant que la pluie tombe pour tout le monde. Mais au lieu que sur 100 travailleurs, seulement 10 manifestent, mieux vaut que seulement 10 restent à la maison. Plus nous sommes nombreux, plus nous créons un rapport de force pour faire aboutir nos revendications.

Où est la démocratie quand on voit un gouvernement faire passer les ordonnances pour changer le Code du travail et agir pour nous diviser ? Nous tous soyons ensemble dans la lutte. »



Josette : «la loi n'est pas bonne»

Venue de Sainte-Suzanne avec un groupe de camarades, Josette proteste contre la politique du gouvernement.

« La loi n'est pas bonne du tout. Nous sommes contre les suppressions de poste. La conséquence, c'est la dégradation du service rendu à la population car moins de postes, c'est plus de travail à faire pour ceux qui restent. Comment faire pour remplir nos missions dans de bonnes conditions ?

La suppression des emplois aidés n'est pas non plus une bonne chose. Pour toutes ces raisons, nous devons rester mobilisés. »



In kozman pou la rout

« Si ou i vé komann in péi, komans par komand out kaz »

Moin la fine lir kozman-la é pa arienk in foi. In foi moin la antann sa dann in zéléksyon dann l'espagn lo kandida konsèrvatèr téi domann son l'advèrsèr sosyalis a komans par fé règn l'ord dann son kaz avan komann lo péi. Moin la fine trouv sa galman dann in list provèrb bann z'indien, mé mi koné sa sé in kozman nana in pé partou. Pou kosa ? Pars konm k'i diré shakinn nana son poin fèb épi son poin for bien antandi. An parmi bann poin fèb nana la famiy : lyèb i koné son zèrb konm i di. I di galman si ou i vé konète poin fèb in bononm rogard par koté son madam é vèrsi vèrsa pou in madam par raport in bononm. Kozman-la, sanm pou moin sa in n'afèr sèryé : vi ké kan ou lé dè ou sré pli fèb ké kan ou lé tousèl. Mi lèss azot réflèshi la dsi é ni artrouv pli d'van sipétadyé.

Oté

Madam la ministrèz : ou i sava pa tyé kouyon pou nou prann son plas !

Matant Zélida la ékri Justin :

Mon shèr nové, mon spès salté, rouj-de-fon dovan l'éternité, zordi mi vé anparl la ministrèz lo bann péi l'outremèr, Annick Girardin. Pou kosa mi vé anparl d'èl ? Pars, konm k'i diré, sa in pti madam i karbir sa ! An touléka d'apré sak moin la vi dann télé... Sak lété avan èl, in pti madam galman, té i fé pa dé fyink konm èl-alor pa ditou ! Sa la pa pèr l'moun, sa i ézite pa rankont tout sort kalité rovan dikèr, mèm èl i ézite pa alé Mafate, pou koz avèk demoun sir plas. I pé pa dir, in moun konmsa i vé pa fé sak i fo fé pou bann rényoné. Tok ! Pran sa pou toi !

Justin la fé pou répons :

Mon vyé matant k'i koz toultan la boush rouvèr, si vi soré ziska kèl poin mi lès pa dmoun trap amoin avèk z'ot fé sanblan, avèk z'ot fasonn fèr, z'ot manyèr fé la kominikasyon. K'i di Girardin di la voi d'son mètr é son mètr ni koné bien son bann tik-tak astèr.

I fo pa ni obli sé lo moun i vé anrishi bann rish pou soidizan diminyé la poverété : li vé siprime lo l'inpo dsi la fortune an touléka pou sak nana bèl-bèl portfèye z'aksyon. In fason d'apré sak moin la antann dir pou diminyé l'inpo dsi lo kapital épi fé plas plis l'arzan dann l'ékonomi. Mi pé dir aou, inn foi ké lo l'arzan la pa sorti, kont pa dsi bann moun friké pou mète sa dann l'ékonomi. Avoir Pyèr, tak baro !

Astèr la ministrèz èl mèm, i di pa, dann katorz moi i sava siprime bann ti kontra ? Katorz moi pou nou fèr fas. Katorz moi pou nou ranplas avèk nout prop l'arzan bann kontra vèr, bann kontra pou l'ékol, pou bann l'asosyasion étsétéra, étsétéra la ké lo ra. Matant ou i san pa shé pti madam – la néna in don. Ou i san pa son don ? Pou fout anou d'dan. La voi d'son mètr mi di aou, la voi d'son mètr. Aprés, ou i pé marsh ziska Mafate, ou i pé ékout séga lontan, ou i pé mèm tourn in pé lo rin, konm la mèr gèp, mé mi pé asir aou ou i sava pa tyé kouyon pou nou prann son plas. Tok ! Pran sa pou ou !

Justin